

PROGRAMME DES JOURNÉES D'ÉTUDES

Les enjeux environnementaux à l'aube de la nouvelle élection présidentielle au Brésil : bilan et perspectives

15 et 16 septembre 2022

Campus Condorcet (Aubervilliers, France), Centre de Colloques, salle 100 - diffusion en direct

Inscription obligatoire sur la page de l'événement : <https://jebresil.sciencesconf.org/>
ou sur <https://forms.gle/DaEgSjCaEUPD8CXZ8>

L'événement se déroulera en portugais, avec une traduction simultanée en français.

JOUR 1 : 13h00 - 18h00

- **13h00-13h15 : Ouverture de la journée d'études**

Par les organisatrices de l'événement et David Dumoulin (sociologue et professeur au CREDA-IHEAL)

- **13h20-14h15 : Conférence inaugurale**

Susanna Hecht, géographe et historienne, professeure à l'Institut des Hautes Études Internationales et du Développement (IHEID, Genève) et coordinatrice du Brazilian Center à UCLA (Etats-Unis). (en anglais, pas de traduction simultanée)

- **14h30-17h45 : Table ronde n° 1 :**

LE GOUVERNEMENT BOLSONARO: UNE RUPTURE DANS LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE DU BRÉSIL ?

Modérateur : Eric Sabourin, socio-anthropologue et chercheur au CIRAD.

La conspiration climatique : une analyse des théories du complot propagées au début du gouvernement Bolsonaro (2018-2020) - EN LIGNE

Klaus Ramalho von Behr, doctorant au Centre pour le développement durable (CDS) de l'Université de Brasília (UnB).

Résumé : Cette communication présentera une analyse de 36 textes (documents écrits ou énoncés oraux) prononcés par des membres de haut rang du gouvernement Bolsonaro, entre 2018 et 2020, et qui attestent des idées complotistes autour de la question environnementale et climatique. Les acteurs sélectionnés et le nombre de textes analysés ont été les suivants : Olavo de Carvalho (5 textes), Filipe Martins (1), Eduardo Bolsonaro (2), Ernesto Araújo (6) et Jair Bolsonaro (22). L'objectif de l'analyse consiste à comprendre comment la question environnementale et climatique s'insère dans une vision

du monde conspirationniste et à soulever les éléments moralisateurs émanant de ces théories conspirationnistes. Pour ce faire, nous avons effectué un codage des textes à partir de six catégories clés : “conspirateurs”, “cible”, “victime”, “stratégie”, “négationnisme” et “moralisme”, à l'aide du logiciel *Atlas.ti*. Sur la base de cette analyse qualitative, nous montrons qu'il existe une structure conspiratoire générale de ces textes qui peut être résumée de la façon suivante : les élites mondiales, intellectuelles, technocratiques et de gauche cherchent à contrôler les souverainetés nationales et les actions des individus par l'instrumentalisation de l'agenda environnemental et climatique, notamment par l'endoctrinement idéologique et la promotion d'une menace climatique exagérée ou inexistante; une menace qui justifierait un contrôle généralisé. Deux messages moraux émanent de cette structure : (1) le discrédit de l'agenda environnemental et climatique et (2) la nécessité de résister contre les supposées attaques de cet agenda. Face à cette lutte morale, dans laquelle s'insèrent le changement climatique et l'Amazonie, Bolsonaro est présenté comme un leader patriote qui défend la souveraineté nationale et les intérêts de son peuple.

Le Brésil et l'agenda climatique : d'un État-véto à un État qui “laisse passer le bétail” ? - PRÉSENTIEL

Leticia Andrea Chechi, professeure au Centre des sciences agricoles, environnementales et biologiques (CCAAB) de l'Université fédérale du Recôncavo da Bahia (UFRB) ; **Cátia Grisa**, professeure au Département interdisciplinaire-Campus Litoral Norte/UFRGS, Programme de troisième cycle en développement rural (PGDR/UFRGS) et Programme de troisième cycle en dynamique régionale et développement (PGDREDES/UFRGS).

Résumé : L'objectif de cette présentation est de décrire la position du Brésil par rapport à la trajectoire des accords mondiaux sur le climat, en cherchant à savoir si le pays est passé d'un État-véto à un État qui “laisse passer le troupeau”*. Sur le plan méthodologique, le travail se base sur une analyse documentaire et des entretiens avec 27 acteurs liés à l'agenda climatique au Brésil, dans la période allant de février à mai 2018. Les principaux résultats montrent qu'en dépit des avancées concernant la question du changement climatique au Brésil, par ailleurs inscrites dans des jeux de pouvoir, il existe une préoccupation quant à la continuité de cet agenda dans le pays, et de nombreuses incertitudes concernant l'avenir, largement dépendant de cet agenda. Au cours des années 1970, le Brésil a présenté une position d'Etat-véto au sujet de l'agenda climatique et environnemental, en se basant sur la justification qu'il n'était pas responsable du réchauffement de la planète. Depuis que ce récit a été dépassé, l'agenda climatique et environnemental a gagné de l'espace au Brésil, toujours en écho avec l'agenda international. La situation actuelle peut-elle être considérée comme une position d'Etat-véto ? On observe une position négationniste, qui discrédite la science, diffuse ses propres “vérités” et, pendant ce temps, “laisse passer le troupeau”.

*Cette expression sera expliquée au cours de la présentation.

Le risque des fausses controverses pour les politiques environnementales brésiliennes - EN LIGNE

Raoni Rajão, professeur et coordinateur du Laboratoire de gestion des services environnementaux (LAGESA) de l'Université du Minas Gerais (UFMG).

Résumé : Les fausses controverses ont influencé l'élaboration des politiques en matière de santé et d'environnement pendant des décennies, entraînant d'importants revers dans leur mise en œuvre dans le monde entier. À titre d'étude de cas, nous examinons dans cette présentation les fausses controverses produites par un petit groupe de chercheurs

brésiliens qui ont eu un sérieux impact sur la conservation de l'environnement, notamment sur les questions liées à la déforestation et au changement climatique au Brésil. En nous appuyant sur la littérature, nous développons une typologie des stratégies utilisées pour fomenter de fausses controverses, à savoir : 1) la production d'incertitude ; 2) l'utilisation abusive d'accréditations scientifiques ; et 3) la mauvaise utilisation de la littérature scientifique. Ensuite, nous examinons l'influence de ce groupe au sein du Congrès national. Nous analysons ensuite les fausses controverses et soutenons que, pour bien les comprendre, nous devons tenir compte d'une stratégie jusqu'ici négligée dans la littérature : la fabrication de "pseudo-faits", c'est-à-dire, de déclarations en désaccord avec la littérature établie, mais qui s'efforcent d'apparaître comme des faits scientifiques. Contrairement à d'autres contextes, dans lesquels les négationnistes ont principalement cherché à jeter le doute sur des questions consensuelles, en faisant valoir qu'il existe encore des incertitudes considérables à leur sujet, au Brésil, des pseudo-faits sur la déforestation, produits et publiés en dehors de la littérature scientifique, ont joué un rôle prédominant dans le débat public. Ce thème devient plus pertinent dans le contexte des élections présidentielles de 2022.

- **16h00-16h15 : CAFÉ / PAUSE**

Le populisme et le démantèlement des capacités de l'État dans le secteur environnemental brésilien - EN LIGNE

Ana Karine Pereira, docteure en sciences politiques à l'Institut des sciences politiques (IPOL) de l'Université de Brasilia (UnB) et professeur adjoint au Centre pour le développement durable (CDS) de l'Université de Brasilia (UnB) ; **Leila de Moraes**, doctorante au Centre pour le développement durable (CDS) de l'Université de Brasilia (UnB) ; **Marta Maria Rohe Salomon**, journaliste, docteure au Centre de développement durable (CDS) de l'Université de Brasília (UnB) et professeur invitée à la Faculté de communication ; **Marília Silva de Oliveira**, docteur en sciences politiques et post-doctorante à l'Institut de sciences politiques (IPOL) de l'Université de Brasília (UnB) ; **Mauro Guilherme Maidana Capelari**, professeur associé au Centre pour le développement durable (CDS) de l'Université de Brasília (UnB) ; **Lucas Souza Lacerda**, doctorant en sciences politiques à l'Institut de sciences politiques (IPOL) de l'Université de Brasília (UnB) ; **José Gibson dos Passos**, étudiant en sciences de l'environnement à l'Université de Brasília (UnB) ; **Luana Vital de Almeida**, étudiante en sciences de l'environnement à l'Université de Brasília (UnB) ; **João Vitor Corso**, étudiant en relations internationales à l'Université fédérale de Santa Catarina (UFSC).

Résumé : L'élection de leaders populistes autoritaires ces dernières années a stimulé de nombreuses recherches sur les impacts de ces gouvernements sur la stabilité démocratique. Cependant, les recherches sur les effets des gouvernements populistes autoritaires sur l'administration publique sont encore rares. Cette recherche vise à contribuer à ce débat avec une étude de cas approfondie de la politique environnementale brésilienne visant à contrôler la déforestation illégale en Amazonie (*Amazônia Legal*) au cours du gouvernement Bolsonaro (2019-2022). Plus précisément, nous cherchons à répondre à la question suivante : comment les gouvernements populistes autoritaires et anti-pluralistes produisent-ils des taux élevés de déforestation illégale ? Pour répondre à notre question de recherche, nous mobilisons le Process-Tracing (PT), qui est une méthode d'étude de cas utilisée pour produire des inférences approfondies sur la présence d'un mécanisme causal qui relie une cause à un résultat. Le résultat que nous étudions est

l'augmentation de la déforestation illégale sur les terres du domaine de l'Union, situées en Amazonie. La cause identifiée est l'élection de gouvernements autoritaires, anti-pluralistes et populistes d'extrême droite. La déforestation est un phénomène extrêmement complexe et multicausal, qui n'est pas l'apanage des gouvernements populistes autoritaires. Les résultats, encore en construction, porteront sur le démantèlement au moyen de discours anti-environnementaux et mensongers, la réduction du budget, la politisation de l'administration publique, ainsi que le processus de désinformation généré par le gouvernement actuel.

Le recul de la participation publique dans le cadre de la politique nationale de l'environnement et de la lutte contre la déforestation de l'Amazonie au Brésil - PRÉSENTIEL

Carla Mariana Aires Oliveira, avocate et doctorante en droit à l'Université fédérale de Ceará (UFC) ; **Pedro Monteiro da Cruz**, doctorant en sciences juridiques à l'Université de Pise, Italie ; **Tarin Cristino Frota Mont'Alverne**, professeur à la Faculté de droit de l'Université fédérale de Ceará (UFC).

Résumé : Les instruments internationaux progressent dans le sens d'associer et de faire participer la société à la protection de l'environnement. Dans le cadre de la politique nationale de l'environnement (PNMA - loi n° 6.938/1981) du Brésil, la décentralisation et la démocratisation de l'État a été accompagnée de processus de prise de décision ouverts à la contribution de la société, au sein de conseils et de comités. Les récents changements dans les organes collégiaux du pouvoir exécutif fédéral soulèvent ainsi la question du recul de la question environnementale. Dans ce travail, une recherche bibliographique et documentaire a été menée à partir d'une méthode inductive et d'une approche exploratoire. Sur la base des normes internationales, nous analysons la participation du public au Conseil national de l'environnement (CONAMA) - décret n° 9.806/2019, ainsi qu'à la Commission exécutive pour le contrôle de la déforestation illégale et la récupération de la végétation naturelle (CONAVEG) - décret n° 10.142/2019. Au sujet du CONAMA, nous avons relevé une réduction quantitative du nombre de conseillers de 96 à 23 participants, dont seulement 4 sont issus de la société civile. Par ailleurs, plus aucun représentant issu des communautés traditionnelles n'y siège. Dans le cas du CONAVEG, le Plan Amazonie 2021/2022 a institué un conseil exclusivement composé d'entités étatiques pour coordonner la lutte contre la déforestation. Alors que l'on assiste à une augmentation significative de la destruction de la forêt, ce plan, par le biais d'un instrument générique, représente une intensification du démantèlement de la prise en charge de l'Amazonie. Ce d'autant plus qu'il existe également une diminution qualitative de la participation en raison de l'absence d'objectifs, d'indicateurs et de calendriers. Ces changements représentent un recul en matière de participation publique, au détriment de la coopération volontaire pour la mise en œuvre des contributions brésiliennes prévues dans l'article 6 de l'Accord de Paris.

Le complexe minier bauxite-aluminium et ses impacts sociaux et environnementaux en Amazonie brésilienne - PRÉSENTIEL

Simon Lobach, doctorant en histoire de l'environnement à l'Institut des Hautes Études Internationales et du Développement (IHEID/Genève), associé au Centre des hautes études amazoniennes de l'Université fédérale du Pará (UFPA).

L'aluminium est l'un des secteurs qui a le plus d'impact sur les conditions socio-environnementales des populations dans les États du Pará et du Maranhão, bien que cet impact soit structurellement sous-estimé. Depuis la dictature militaire, le développement d'une industrie de l'aluminium en Amazonie a été présenté comme une stratégie

fondamentale pour le “progrès” de cette région. Néanmoins, loin de garantir que ces progrès bénéficient à tous les habitants des régions concernées, l'industrie de l'aluminium a provoqué le déplacement et la déculturation de plusieurs communautés quilombolas, indigènes et riveraines, ainsi que la dégradation de leur environnement. Cette contribution vise à montrer que la croissance de l'industrie de l'aluminium, et les impacts socio-environnementaux qui en résultent, ont été constants en Amazonie, de la dictature à nos jours. Sur la base d'archives et de recherches sur le terrain dans les communautés affectées, je présente les mécanismes par lesquels l'aluminium a dégradé, et continue de dégrader, les conditions de vie de ces populations traditionnelles. Je montre ensuite comment l'extension du secteur de l'aluminium a été planifiée et exécutée au cours de plusieurs décennies, impliquant une variété d'acteurs à différents niveaux, qui ont systématiquement exclu les communautés traditionnelles. L'élection de Jair Bolsonaro en 2018 a représenté une rupture nette dans la politique environnementale du Brésil, initiant un processus de démantèlement des institutions environnementales. Cette contribution présente toutefois l'exemple d'un secteur où les impacts socio-environnementaux sont beaucoup plus anciens. La continuité observée dans les politiques relatives à l'aluminium montre qu'une amélioration à cet égard doit passer par un débat de société beaucoup plus large que ce qui est à l'heure actuelle possible dans le contexte des élections présidentielles.

- **18h00-19h00 : POT AVEC LE PUBLIC**
- **20h00 : DÎNER AVEC LES INTERVENANT.ES**

JOUR 2 : 13h00 - 19h30

- **13h00 : Accueil des participant.es**
- **13h15-15h45 : Table ronde n° 2**
EFFETS CONCRETS DU MANDAT DE JAIR BOLSONARO SUR L'ENVIRONNEMENT

Modérateur : François-Michel Le Tourneau (Géographe, Directeur de recherche au CNRS, membre du laboratoire PRODIG/Paris 1)

L'expansion du soja dans l'Etat de Roraima : une histoire récente - PRÉSENTIEL
Ludivine Eloy, docteure en géographie et chercheuse au CNRS (UMR ART-Dev);
Estevão Benfica Senra, docteur en développement durable, travaille à l'Institut Socioambiental (ISA) ; **Andrea Leme da Silva**, docteure en écologie et post-doctorante dans le Programme de troisième cycle en environnement et développement rural de l'Université de Brasilia (PPG-MADER/UnB).

Résumé : L'objectif de cette présentation est de comprendre dans quelle mesure l'expansion du soja en Amazonie peut être attribuée à l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro. Nous analysons les espaces et les acteurs impliqués dans la structuration de la filière et l'expansion de la culture du soja dans l'État de Roraima. La culture du soja dans cette région est récente : la filière est consolidée depuis 2012 et la production est en progression. Le soja est concentré dans un rayon de 100 km autour de Boa Vista, principalement dans le Lavrado. Cependant, les zones de transition entre le Lavrado et la forêt ont attiré les investisseurs, car elles bénéficient d'un régime pluvial et de sols plus propices. L'intégration culture-élevage favorise une nouvelle phase de concentration des terres à la frontière du soja. Parallèlement, depuis 2009, un système étatique de permis environnementaux simplifiés permet aux entreprises de contourner la question de la régularisation des terres en les subdivisant en différentes exploitations. Mais l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro a marqué une nouvelle phase d'expansion de l'agrobusiness dans l'État, en simplifiant le processus de régularisation des terres et en assouplissant les réglementations environnementales. Des partenariats entre le gouvernement fédéral, le gouvernement de l'État et les entreprises cherchent à résoudre les différents problèmes de la filière, ce qui implique de profondes réformes des cadres institutionnels et législatifs et de la structure foncière de l'État. Tout indique le début d'une nouvelle phase d'expansion agro-extractive dans le nord de l'Amazonie brésilienne, situé au cœur du bassin amazonien, et non plus seulement sur ses bords, comme par le passé.

Questions environnementales et foncières : controverses et débats dans les municipalités de l'Amazonie légale - [ONLINE](#)

Mario Avila, professeur à l'Université de Brasilia (UnB), associé au programme de troisième cycle en environnement et développement rural ; **Marcelo Trevisan**, ingénieur agronome, étudiant en master en cadastre et évaluations polyvalentes à l'Université de Jaén, Espagne ; **Iris Roitman**, docteure en écologie, post-doctorante dans le programme de troisième cycle en environnement et développement rural de l'Université de Brasilia (PPG-MADER/UnB) ; **Raimundo Fagner Vasconcelos**, étudiant en master dans le programme de troisième cycle en environnement et développement rural de l'Université de Brasilia (PPG-MADER/UnB).

Résumé : Le Brésil est le plus grand détenteur d'eau douce et de forêts au monde, occupant une superficie de 8 516 000 km². L'Amazonie légale occupe 58,9% de ce territoire et compte 43 des 50 municipalités dont les émissions de CO₂ sont les plus élevées du Brésil. Plus de 70% des émissions résultent de la déforestation, des incendies et des activités agricoles et d'élevage. La configuration foncière de ces municipalités, outre les propriétés privées et les *posses*, comporte des zones publiques (attribuées ou non) qui souffrent de l'exploitation effrénée des mines, de l'extraction du bois et de la pression de l'agrobusiness. Nous avons réalisé une analyse des aspects environnementaux et de la structure foncière des municipalités les plus émettrices de CO₂ dans la région à partir d'informations publiques (SNCR, CAR, Acervo Fundiário, Censo Agropecuário) et d'observatoires des émissions et de la déforestation, sur la période de 2010 à 2018. Le total de CO₂ émis a augmenté de 43% dans les municipalités étudiées et cinq d'entre elles ont représenté 1/3 du total de ces émissions. Les analyses soulignent que les municipalités de Pacajá, Porto Velho et Moju présentent un sur-enregistrement (la somme des surfaces déclarées dépasse la surface réelle de la municipalité) de l'ordre de plus de 180%. Dans cette étude, nous mettons en évidence la relation entre les faiblesses du régime foncier et les problèmes environnementaux, et montrons à quel point cette question est d'actualité. En effet, le gouvernement Bolsonaro a soulevé de nouvelles controverses au cours de son mandat en cherchant à modifier le cadre de régularisation des titres fonciers au Brésil, et

au cours de la période 2019 et 2021, la forêt a perdu en moyenne plus de 10 000 km², un chiffre supérieur de 56,6% à la moyenne annuelle de la période précédente (2016 à 2018).

L'État et la forêt : une réflexion sur les politiques publiques brésiliennes de soutien aux produits de la sociobiodiversité amazonienne à partir d'une expérience à Terra do Meio (Pará, Brésil) - EN LIGNE

Leonardo de Moura, ingénieur forestier, étudiant en master d'environnement et de développement rural (UnB) et conseiller technique de l'Institut Socioambiental (ISA) ; **Raquel Rodrigues dos Santos**, docteure en sciences de l'Université de São Paulo (USP), consultant et membre de groupes de recherche en gouvernance forestière à l'USP, et en écologie historique et politique à l'Université fédérale de l'ouest du Pará (UFOPA); **Jeferson Straatmann**, docteur en ingénierie de production de l'Université de São Paulo (USP), et responsable de l'articulation institutionnelle pour l'économie de la sociobiodiversité à l'Institut Socioambiental (ISA).

Résumé : Les produits de la sociobiodiversité sont un lien entre la conservation de l'Amazonie et une économie durable. Des politiques publiques spécifiques peuvent rendre les filières de ces produits viables et attrayantes. L'objectif de ce travail est de présenter et de discuter les défis des politiques de soutien aux produits de la sociobiodiversité et les mécanismes utilisés par les communautés locales et leurs partenaires pour les surmonter. Le débat se concentre sur trois filières emblématiques - le caoutchouc, la noix du Brésil et le babassu - et aborde tous les aspects, des politiques de subvention et de financement aux marchés institutionnels. Une comparaison est faite entre les politiques liées au concept de sociobiodiversité développées par le ministère de l'Environnement entre 2009 et 2018, avec le plan Bioéconomie Brésil élaboré par le ministère de l'Agriculture sous le gouvernement Bolsonaro en 2019. Les informations présentées et analysées résultent de l'expérience des techniciens de l'organisation non gouvernementale Instituto Socioambiental dans la mise en œuvre et la conduite du réseau de cantines Terra do Meio (PA) pendant plus de sept ans. La discussion souligne que, en raison des spécificités du contexte, les politiques de sociobiodiversité sont nécessaires au développement des chaînes de produits forestiers, mais que des ajustements pourraient permettre d'améliorer leurs résultats. Dans le cas du plan de bioéconomie du Brésil, les politiques sont peu efficaces, car elles ne tiennent pas compte des particularités des peuples des forêts. Dans la conclusion, des recommandations sont faites pour adapter les politiques à la réalité des peuples des forêts, parmi lesquelles la nécessité d'un dialogue direct et permanent entre les producteurs, les institutions de soutien et les créateurs et exécutants des politiques aux différents niveaux de l'État.

La présidence de Jair Bolsonaro : une opportunité politique pour intensifier l'emprise de l'industrie minière dans le Minas Gerais - PRÉSENTIEL

Lea Lebeaupin-Salomon, doctorante en sciences politiques au Centre de Recherche et de Documentation sur les Amériques (CREDA) de l'Université Sorbonne Nouvelle.

Résumé : Alors que les sociétés minières de l'État du Minas Gerais, soutenues par les gouvernements municipaux, régionaux et fédéraux, sont confrontées à des protestations croissantes et à une méfiance sociale, elles sont en même temps engagées dans une course à l'obtention de licences environnementales. Le mandat de quatre ans de Jair Bolsonaro (2018-actuel) a représenté une opportunité pour les différents acteurs soutenant le développement du secteur minier, et l'accélération du processus d'octroi de licences. Les catastrophes de Mariana et Brumadinho étant encore très présentes dans la mémoire collective, les entreprises ont développé différentes stratégies pour que les projets soient

acceptés par les représentants politiques locaux, les populations locales et les autres acteurs publics. Ainsi, cette communication propose d'analyser la pluralité des modes d'action des entreprises à différentes échelles pour produire de l'acceptabilité sociale dans un contexte favorable, dans le cadre d'un gouvernement qui soutient l'extractivisme. Cet article analysera la manière dont la prise en compte des dommages industriels passés et la protestation sociale qu'ils suscitent sont évités par les stratégies de communication et la co-construction des instruments de régulation publique. La communication montrera comment l'industrie a pu profiter du mandat de Jair Bolsonaro pour développer l'extraction dans le Minas Gerais et comment les activités de dénonciation sont contrôlées et réprimées.

La politique environnementale brésilienne dans la gestion 2019-2022 et ses effets sur le commerce extérieur - EN LIGNE

Tiago Reis, docteur à l'Université Catholique de Louvain, et responsable de l'initiative Trase en Amérique du Sud.

Résumé : L'administration du gouvernement fédéral brésilien entre 2019 et 2022 s'est présentée avec un projet agressif de démantèlement des politiques publiques de conservation socio-environnementale. En dépit des garde-fous institutionnels, législatifs et judiciaires, des mesures visant à vider le budget et la capacité d'exécution des organismes de protection, de contrôle et d'exécution socio-environnementaux ont été mises en œuvre avec succès. En conséquence, les taux de déforestation et de conversion de la végétation naturelle de l'Amazonie et des autres biomes brésiliens, tels que le Cerrado, le Pantanal, la Pampa; mais aussi la forêt atlantique, pourtant déjà très dégradée, ont atteint des sommets. Les criminels, des orpailleurs et des bûcherons illégaux par exemple, se sont sentis encouragés à envahir les terres indigènes et les unités de conservation. Les accapareurs de terres (*grileiros*) ont intensifié l'invasion de terres publiques non attribuées par les pouvoirs publics, allant jusqu'à s'auto-déclarer dans le cadastre environnemental rural (CAR). Tout cela met ainsi en évidence le sentiment d'impunité, puisque l'auto-déclaration dans le CAR sur des terres publiques non attribuées revient à fournir la preuve de ses propres crimes. La communauté internationale a réagi par des discours de condamnation, par l'isolement du Brésil dans certains forums internationaux, ainsi que par des mesures de restriction commerciale. Des enseignes européennes ont commencé à boycotter la viande de l'Amazonie brésilienne et l'accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur, péniblement négocié pendant vingt ans, a été bloqué par certains pays membres. Dans cette présentation, nous utiliserons les données du commerce extérieur brésilien et des commodités agricoles et d'élevage, fournies par la plateforme Trase. Nous montrerons le niveau d'exposition à la déforestation des principaux acheteurs du Brésil ces dernières années, et comment la politique environnementale du gouvernement brésilien a impacté les exportations de ces produits en 2019 et en 2020.

- **15h45-16h15 : CAFÉ / PAUSE**

- **16h15-18h15 : Table ronde N° 3**

RÉACTIONS ET RÉSISTANCE À L'AGENDA ENVIRONNEMENTAL ACTUEL

Modératrice : **Émilie Coudel** (agronome, docteure en économie rurale et chercheuse au CIRAD)

Les différentes positions des élites des systèmes alimentaires au sujet des changements dans les politiques environnementales au Brésil - EN LIGNE

Caio Pompeia, docteur en anthropologie, chercheur au sein du programme de troisième cycle en anthropologie sociale de l'Université de São Paulo (USP).

Résumé : Les changements significatifs dans les orientations de la politique environnementale qui ont eu lieu au cours du gouvernement de Jair Bolsonaro ont contribué de manière décisive à faire bouger les lignes du champ politique au Brésil, dans lequel opèrent les élites nationales et transnationales des systèmes alimentaires. Cette présentation analyse comment les différents courants de ces élites ont agi dans ce contexte de changement. Nous avons ainsi élaboré un gradient qui a pour extrêmes les positions négationnistes et celles liées au sujet du carbone. Entre les deux, des positions intermédiaires ont été identifiées, et appelées “conservatrice” et “versatile”. Nous avons également examiné les frictions entre ces courants et les articulations de chacun d'entre eux avec le gouvernement. Notre recherche est basée sur l'analyse de documents d'entreprise, des entretiens avec des acteurs du monde des affaires et des parlementaires, et une observation participante à long terme au Congrès national et au sein des organisations agroalimentaires.

Le gouvernement Bolsonaro et les peuples et communautés traditionnelles : les raisons de la rupture du dialogue dans la politique environnementale - EN LIGNE

Mauro Pires, sociologue, doctorant en développement durable à l'Université de Brasilia (UnB) et analyste environnemental dans la fonction publique fédérale.

Résumé : L'objectif de cette présentation est d'analyser les implications pour la politique environnementale et pour les peuples et communautés traditionnelles (PCT) de la rupture du dialogue établi par le gouvernement Bolsonaro à partir de 2019, notamment au sein du Ministère de l'Environnement (MMA). Le dialogue avec ces segments sociaux, dans le cadre de la politique environnementale, remonte aux années 1980, dans le contexte de la re-démocratisation du Brésil, l'un de ses jalons étant l'institution, en 2007, de la Politique nationale de développement durable des peuples et communautés traditionnelles (PNPCT). Le soutien politique et technique apporté par le MMA, depuis la phase de rédaction de cette politique, a été apprécié par les représentants et partenaires de la société civile. Dans sa structure administrative, ce ministère disposait d'un secteur avec du personnel et d'un budget dédié à ce travail, ce qui favorisait la mise en œuvre d'initiatives, de plans et de projets spécifiques, notamment dans le domaine de la gestion environnementale et territoriale autochtone et quilombola, de l'utilisation durable et de la promotion des filières de la sociobiodiversité. Dans le cadre de la stratégie de rétrécissement des fonctions de MMA, en janvier 2019, le gouvernement a éteint ce secteur, et depuis lors, les initiatives avec les PCT ont été compromises ou interrompues. A travers l'analyse de documents, d'enregistrements et d'entretiens, notre étude identifie les dommages pour la politique environnementale dans son ensemble. Elle montre également que les PCT ont cherché à renforcer leur agenda avec d'autres segments, tels que le ministère public fédéral et la coopération internationale.

L'action publique démocratique en temps de crise : analyse de la résilience des politiques socio-environnementales du Brésil - EN LIGNE

Carolina Milhorance, docteure en sciences politiques et chercheuse au Cirad (UMR ART-Dev, “Acteurs, ressources, territoires dans le développement”) ; **Marina Lazarotto de Andrade**, docteure en sciences politiques (IPOL/UnB) et assistante de recherche au Cirad ; **Jean-François Le Coq**, chercheur au Cirad (UMR ART-Dev) et chercheur invité à Alianza Biodiveristy y Ciat, Cali, Colombie; **Eric Sabourin**, socio-anthropologue, chercheur senior en anthropologie et sociologie rurale au CIRAD (UMR ART-Dev).

Résumé : Le Brésil a connu d'importants changements depuis le milieu des années 2010 et, plus nettement, depuis 2018, avec le début du gouvernement d'extrême droite de Jair Bolsonaro. Le démantèlement des politiques est devenu une stratégie systématique du gouvernement fédéral. Les politiques les plus touchées ont pour la plupart été élaborées et consolidées dans le cadre politico-institutionnel démocratique caractéristique des gouvernements du Parti des travailleurs (PT). Le gouvernement Bolsonaro a éteint, affaibli et limité les instances participatives et l'implication de la société civile. Ce mouvement a non seulement modifié la composition des acteurs impliqués dans les politiques publiques, mais a également cherché à modifier leurs objectifs pour refléter l'articulation renouvelée des coalitions conservatrices. Cette étude interroge la nature du changement de politique dans un contexte d'érosion démocratique et analyse les facteurs de résilience des politiques socio-environnementales en cours de démantèlement. Sur la base d'une revue de la littérature émergente sur le cas brésilien, d'entretiens semi-structurés et d'une analyse documentaire, la recherche examine la pertinence des instruments participatifs pour répondre aux changements illibéraux dans les politiques publiques, ainsi qu'à d'autres types de crises - climatique et de la covid-19. En raison de la participation de la société civile à la construction des instruments analysés, cette présentation étudie le rôle des acteurs au-delà de la bureaucratie étatique. Deux études de cas empiriques sont examinées : la gouvernance des ressources en eau dans le bassin du fleuve São Francisco et l'achat et la distribution d'aliments agro-écologiques pendant la pandémie. Parmi les facteurs de résilience identifiés, nous soulignons le rôle des réseaux informels et des coalitions dans la création d'alternatives et de réponses politiques au changement.

Care, offensive marchande et conservation environnementale : les femmes dans l'agroécologie face à la politique de Jair Bolsonaro - PRESENTIEL

Roberta Cardoso, diplômée en sciences sociales de l'Université fédérale de Viçosa (UFV) et technicienne en vulgarisation rurale, participante au programme pour les femmes du Centre de technologies alternatives de la Zona da Mata (CTA/ZM) ; **Isabelle Hillenkamp**, socio-économiste, chercheuse au Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africain, américain et asiatique (IRD-CESSMA) et coordinatrice du projet GENgiBRe ; **Natália Lobo**, agroécologue, étudiante en master au programme de sciences sociales sur le développement, l'agriculture et la société à l'Université rurale fédérale de Rio de Janeiro (CPDA/UFRRJ), membre de l'équipe technique de l'ONG Sempreviva Organização Feminista (SOF) ; **Miriam Nobre**, agronome de l'École supérieure d'agriculture Luiz de Queiróz (ESALQ-USP), titulaire d'une maîtrise du Programme d'études sur l'intégration latino-américaine (PROLAM-USP), et travaillant pour l'ONG SOF ; **Héloïse Prévost**, sociologue, chercheuse post-doctorale au Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques (IRD-CESSMA) dans

le cadre du projet GENgiBRe, et associée au laboratoire LISST de l'Université Jean Jaurès ; **Sheyla Saori Iyusuka**, agronome, maître en agroécologie et développement rural, et technicienne de l'ONG SOF ; **Liliam Telles**, ingénieure forestière et maître en vulgarisation rurale de l'Université fédérale de Viçosa (UFV).

Résumé : Depuis les années 2000, une alliance entre les leaders des organisations de femmes rurales et les activistes féministes des ONG et des universités, a pris de l'ampleur au Brésil autour de la défense de l'agroécologie, avec le slogan “Sans féminisme, il n'y a pas d'agroécologie”, revendiquant la valeur du travail agricole des femmes orienté vers les soins et la caractérisation de la terre, de l'eau et de la biodiversité comme biens communs. Elle s'est positionnée en conflit avec l'exploitation des ressources naturelles et les intérêts patriarcaux au sein des structures paysannes, des ONG et de l'État. Le conflit s'est étendu au secteur de la conservation, orienté vers une vision de la nature sauvage qui ne reconnaît pas le rôle des communautés locales dans l'usage et la gestion des ressources. Ces dernières années, ce secteur a développé des alliances avec les intérêts du marché, renforcées par les négociations internationales sur le climat qui monétisent l'utilisation des forêts pour le stockage du carbone. Notre communication analysera les modalités de la politique environnementale du gouvernement Bolsonaro dans deux régions de la forêt atlantique où sont établis des réseaux d'agroécologie, Vale do Ribeira (SP) et Zona da Mata (MG), et la place des femmes dans les résistances à cette politique. Notre proposition s'inscrit dans le cadre du projet ANR GENgiBRe “Relation à la nature et égalité des sexes. Une contribution à la théorie critique à partir de la pratique et de la mobilisation féministes en agroécologie au Brésil”. Nous analyserons l'application de la logique du marché sur la nature, au cours du gouvernement Bolsonaro, et la manifestation de ces contradictions dans l'agriculture de type agroécologique dans une perspective de genre.

- **18h30-19h30 : Table ronde N° 4**

BILAN ET PERSPECTIVES DANS LE CADRE DES ÉLECTIONS À VENIR

Conclusion et discussion avec les modérateurs des tables-rondes, François-Michel Le Tourneau et Émilie Coudel, ainsi que les organisatrices des journées d'études.

- **19h30 : CLÔTURE DE LA JOURNÉE D'ÉTUDES ET REMERCIEMENTS**

Institutions organisatrices :



Partenaires :



Comité d'organisation :

Livia Kalil, doctorante en sciences politiques au Centre de Recherche et de Documentation sur les Amériques (CREDA) de l'Université Sorbonne Nouvelle, en cotutelle avec le Programme de troisième cycle en sciences environnementales (PROCAM) de l'Université de São Paulo (USP) ;

Marina Yamaoka, doctorante contractuelle en sciences politiques au Laboratoire Interdisciplinaire Sciences Innovations Sociétés (LISIS) de l'Université Gustave Eiffel, actuellement coordinatrice du pôle Brésil de l'Institut des Amériques (IdA) ;

Marion Daugeard, docteure en géographie, chercheuse post-doctorante au Centre de Développement Durable (CDS) de l'Université de Brasília dans le cadre de l'Observatoire des dynamiques socio-environnementales au Brésil (projet INCT/Odisseia) et chercheuse associée au Centre de Recherche et de Documentation sur les Amériques (CREDA) de l'Université Sorbonne Nouvelle ;

Nathalia Capellini, docteure en histoire et chercheuse post-doctorante au Centre International d'Études sur l'Environnement (CIES) de l'Institut des Hautes Études Internationales et du Développement (IHEID) à Genève (Suisse).